

LE MESSENGER SYNDICAL mai 2001 N°10
Bulletin d'informations sur le mouvement syndical en Russie

Expédition Gênoise

Le pari est presque gagné. Une cinquantaine de militants russes et ukrainiens s'apprêtent à se rendre au contre-sommet de Gênes, du 17 au 21 juillet. C'est la première fois qu'une délégation d'une telle importance (pour l'Est de l'Europe) participera à un rassemblement du mouvement anti-mondialisation, reflet de la sensibilisation croissante des militants russes à la question. Cela traduit une prise de conscience que leurs problèmes ne leur sont pas spécifiques et qu'ils sont liés à des processus plus généraux que les seules récession et régression sociale touchant les pays de la CEI.

La composition de la délégation frappe par la variété des organisations représentées ainsi que par la représentativité des participants. En effet, ne participent au voyage que des militants effectuant un travail réel dans leur sphère d'activité et agissant à la base, au contact avec les problèmes quotidiens de la population. Ainsi une douzaine d'ouvriers militants syndicaux font partie de la délégation. La majorité des participants n'ont jamais mis les pieds en Occident. C'est la Russie d'en bas, la Russie tenue au silence qui se rend aux manifestations de Gênes, pour protester d'une même voix contre le pouvoir exclusif et autoritaire de V.Poutine, pour démontrer l'existence d'une autre Russie, prête à s'ouvrir à tous les autres mouvements populaires opposés aux diktats des dirigeants de grandes puissances.

La majorité des délégués proviennent des syndicats, et notamment:

- "Sotsprof" : 6 personnes (dont le président de la Fédération, Sergueï Khramov): syndicat alternatif, à la pointe du combat contre la réforme libérale du code du travail.
- "Zachtchita": 4 personnes, syndicat alternatif fortement ancré à gauche, initiateur de la bataille pour un code du travail progressiste.
- Syndicats d'entreprise appartenant à la FNPR, la principale fédération syndicale. Il s'agit de représentants de syndicats en opposition à la politique de compromis de leur direction, notamment ceux du combinat d'imprimerie couleur de Saint-Petersbourg, d'usines automobiles de la région de Iaroslavl...
- "Edinstvo": syndicat alternatif de l'usine automobile AvtoVaz de Toliatti
- Comité des conseils ouvriers de Russie
- Confédération Sibérienne du Travail (Omsk): de tendance anarcho-syndicaliste
- Syndicats étudiants
- Syndicat ouvrier "Solidarnost" (Kazakhstan)

Les autres participants appartiennent à différents regroupements associatifs:

- Organisation d'information et de sensibilisation à la question des femmes: Forum Indépendant des Femmes
- Organisations de défense des droits des citoyens: campagne pour le maintien de la gratuité des communications téléphoniques locales, campagne pour la défense des droits sociaux et citoyens (coordinateur de la lutte liée à la réforme du code du travail), campagne pour la paix en Tchétchénie et le respect des droits citoyens en Russie, comités locaux de défense citoyenne, association de défense des droits de l'enfance
- Organisations de réflexion et de sensibilisation sur les problèmes de la mondialisation, de la démocratie ouvrière ou socialiste: ATTAC Russie, Association des chercheurs pour la démocratie et le socialisme.

Malgré les problèmes de distance difficiles à surmonter, de nombreuses régions sont représentées: Moscou et Saint-Petersbourg, mais également Toliatti, Iaroslavl, Samara, Astrakhan, Omsk, Voronej, Penza, Kiev (Ukraine), Minsk (Biélorussie), Kazakhstan.

Etant donnée cette dispersion géographique, la préparation pratique du voyage a viré au numéro d'équilibriste, pour rassembler les passeports et autres documents à temps,

RUSSIE –РОССИЯ – SYNDICATS - ПРОФСОЮЗЫ – GREVES - ЗАБАСТОВКИ

transmettre l'information, coordonner les activités. Trois jeunes de Moscou ont mené ce travail de coordination, avec le soutien logistique de "Zachtchita" (fournissant bureau et autres moyens grâce à son député, O.Shein). Des réunions de préparation pratique et politique ont été organisées dans la plupart des villes, avec une prime à l'inventivité pour Saint-Petersbourg. Les Moscovites ont plutôt été submergés par les problèmes de formulaires à remplir, de visas à préparer, d'opérations diplomatiques auprès des ambassades, de location de l'autobus et de réservation des billets de train. A ce sujet, les obstacles rencontrés à cette étape de la préparation n'ont fait que renforcer la détermination des participants, expérimentant sur eux la fermeture de l'Europe de Shengen. L'Autriche, heureusement, nous a ouvert ses portes, grâce à une invitation du parti socialiste de gauche. Mais la surprise est provenue de la politique de fermeture des frontières des pays voisins d'Europe de l'Est. Dans la perspective de s'intégrer à l'Europe de Shengen, tous ont instauré un régime de visa pour leurs voisins ukrainiens et russes, y compris lorsqu'il s'agit d'un transit. Et, pour démontrer avec plus de force leur appartenance au monde "occidental", les ambassades de Slovaquie, et surtout de Hongrie, requièrent des sommes énormes pour l'obtention du visa de transit (l'ambassade de Hongrie exige 80\$ pour un visa de transit double-entrée, soit trois fois plus que le visa autrichien, le coût total aurait dépassé le prix de la location de l'autobus!). La délégation s'est donc reportée sur la Slovaquie, moins âpre au gain. Le trajet final sera donc le suivant: Moscou – Kiev (en train) – Slovaquie – Autriche (où l'on retrouvera des camarades autrichiens) – Italie. Il ne reste plus qu'à tester l'accueil des douaniers...

Le financement provient pour la plus grande partie d'ATTAC France et Belgique (merci à tous les donateurs). Le reste est fourni par les participants eux-mêmes ou leurs organisations (il s'agit du train jusqu'à Kiev et de la nourriture). Et ce n'est pas une moindre contribution si l'on tient compte du salaire de certains des participants ainsi que des distances à parcourir (pour venir de la Sibérie ou du Sud de la Russie). Nous comptons minimiser au maximum les coûts de nourriture en aménageant un stock de survie. Beaucoup partent avec des tentes.

Quant aux aspects plus politiques de la préparation, beaucoup reste à discuter en commun (les trois jours de bus nous en laisseront tout le loisir). Les drapeaux, emblèmes, foulards de reconnaissance sont déjà prévus mais il faut encore se mettre d'accord sur les principaux slogans et les stratégies d'occupation de rue. A ce sujet, les pratiques habituelles du mouvement anti-mondialisation dérangent les traditions de militantisme en Russie (où les meetings et manifestations prennent un air plutôt convenu, voire bureaucratique). Mais le message est passé et les habitudes vont certainement être surmontées, l'enthousiasme et la détermination aidant.

Dès à présent, un accord se dessine pour mettre en avant les trois principales lignes de réflexion, de revendications et d'actions suivantes:

- La défense des droits des salariés et des syndicats, contre l'assaut du capitalisme libéral et la violation massive de ces droits dans la pratique, par l'Etat en premier lieu, puis par les chefs d'entreprise, en particulier les Transnationales.
- La guerre en Tchétchénie: ses victimes, ses enjeux, son lien avec la mondialisation. Un slogan est susceptible de faire l'unanimité: "la paix en Tchétchénie, des droits citoyens pour tous".
- Les femmes dans la mondialisation capitaliste: touchées en premier lieu par la pauvreté et le déni de droits, acteurs principaux de la survie au quotidien et de la société civile.
- Les obstacles opposés par le pouvoir au développement des associations et autres organisations militantes.

La délégation étant constituée de militants forts divers par leur expérience, leur connaissance du problème de la mondialisation, leurs orientations politiques, leurs centres

RUSSIE –РОССИЯ – SYNDICATS - ПРОФСОЮЗЫ – GREVES - ЗАБАСТОВКИ

d'intérêt, la formulation de ces thèmes peut encore évoluer. En trois jours de bus, les débats auront le temps de se nouer...

LA REFORME DU CODE DU TRAVAIL

Les débats parlementaires

Dès le début des discussions, le projet gouvernemental ainsi que deux autres projets (du groupe Iabloko et de la fraction Union des forces de droite) ont été retirés du vote par leurs rapporteurs. Le projet "Avaliani" est resté formellement inscrit au vote puisque son dépositaire, non réélu aux dernières élections, ne pouvait le retirer. De fait, seuls trois projets ont été véritablement discutés lors de la séance du 05 juillet: le projet de "conciliation", le projet "des huit" (abandonné par la FNPR mais soutenu par une partie du KPRF ainsi que par A.Ivanov – député et leader du syndicat alternatif Edinstvo de l'entreprise AvtoVaz), et le projet "Shein" ou "d'union syndicale" (cf tableau comparatif).

Les débats parlementaires ont été marqués par la modération et une grande maîtrise du problème de la part des orateurs. La plupart des questions ont mis l'accent sur les aspects critiques du projet de "conciliation". Mais, ainsi que le reconnaissent la majorité des journalistes et des députés, les jeux étaient faits d'avance. En fin de compte, le projet de "conciliation" a été adopté en première lecture avec 64% de voix pour et 29.6% de voix contre. Le projet "Shein" ou "d'union syndicale" est arrivé en seconde position avec 42% de voix pour (les voix des députés communistes et agrariens, la majorité des voix de la fraction "Régions de Russie" – celle où est inscrit O.Shein, la moitié des voix de Iabloko, et même un quart de voix de l'Union des Forces de Droite) et 22.4% de voix contre. Le projet "des huit" et le projet "Avaliani" ont terminé respectivement troisième et quatrième. Le vote des différents groupes parlementaires indiquent clairement un clivage en termes d'attitude à l'égard du gouvernement. Les fractions pro-poutiniennes (Edinstvo, Otchestvo et Député du Peuple) ont voté presque exclusivement pour le projet de "conciliation", alors que les fractions plus indépendantes du pouvoir, y compris relevant de la droite libérale, ont jugé à partir du contenu des projets. La seconde lecture du projet, où seront discutés les amendements, est prévue pour l'automne 2001.

La mobilisation de rue

Dans les jours qui ont précédé la séance de la Douma du 05 juillet, plusieurs meetings ont été organisés par les syndicats alternatifs pour soutenir le projet "d'union syndicale", quelques autres par la FNPR, pour soutenir le projet de "conciliation" contre le projet gouvernemental (alors que la direction de la FNPR savait que ce dernier allait être retiré du vote). Mais les efforts se sont concentrés sur le lobbying parlementaire. Le jour même des débats parlementaires, plus de 3000 personnes se sont rassemblées devant la Douma, la majorité pour protester contre le projet de "conciliation" (communistes du KPRF, communistes staliniens du RKRP, syndicats alternatifs) et quelques centaines pour soutenir le projet de "conciliation" (des responsables de la FNPR) ou le "nouveau code du travail" (le mouvement de jeunesse pro-poutinien "Allant ensemble", celui-ci protestant avant tout contre "l'ancien code du travail, le dernier foyer de socialisme". Des heurts sans gravité ont eu lieu entre la police et les manifestants de l'opposition, ainsi qu'entre ces derniers et le mouvement de jeunes.

Le traitement journalistique des débats parlementaires et de la mobilisation du 05 juillet mérite une attention particulière. Une telle désinformation n'a d'équivalent que la propagande anti-tchétchène et la seconde campagne électorale de B.Eltsine. La majeure partie des journaux et chaînes de télévision ont réduit le débat à une lutte entre le projet de "conciliation" et l'opposition communiste, passant sous silence les deux projets alternatifs également discutés à cette occasion, et défendus par des députés non communistes (O.Shein de "Régions de Russie" et A.Ivanov de "Députés du Peuple", une fraction habituellement fidèle au Président). De plus, ont été mis en avant les points les plus progressistes du projet de "conciliation" (salaire minimum à hauteur du minimum vital – sans précision du fait que la réalisation de cette mesure dépend d'une loi à adopter ultérieurement – et responsabilité financière de l'employeur en cas de non-paiement des salaires). Les responsables gouvernementaux et les représentants des entrepreneurs étant invités à réagir sur ces points, ils en soulignent l'irréalisme et la non-pertinence. De cette mise en face à face de la position des dirigeants syndicaux FNPR (en la personne d'A.Issaiev, rapporteur du projet de "conciliation") et de celle des

entrepreneurs ou du gouvernement, il ressort l'impression d'une claire victoire du camp syndical¹. Quant aux positions des syndicats minoritaires, lorsqu'elles sont évoquées, elles sont traitées sous une forme caricaturale et méprisante puisque la presse parle de "syndicats de nains", de "patrons syndicaux luttant pour conserver leur poste et leur immunité judiciaire", qu'elle tourne en dérision les critiques opposées au projet de "compromis", accusées d'être démagogiques ou de ne pas correspondre au contenu du projet. Ainsi le journaliste des *Izvestia* rappelle que la semaine de travail reste limitée à 40 heures "et non pas à 56 heures" comme le proclament les opposants au projet, le journaliste omettant ainsi de préciser la possibilité prévue de prolonger la journée de travail de 4h à condition de travailler dans une autre spécialisation. Ainsi O.Shein, dans une déclaration à la chaîne de télévision ORT, est coupé en plein milieu de sa phrase, alors qu'il s'apprêtait à expliquer pourquoi il ne fallait pas croire que le projet de "conciliation" prévoyait effectivement la hausse du salaire minimum (et de ce fait, il est montré en flagrant délit de mensonge ou d'incompétence). Seuls quelques journaux (en particulier ceux des milieux d'affaires) ont traité l'affaire d'une manière plus objective, sans pour autant indiquer les positions alternatives mais en mettant en lumière les points critiques ou obscurs du projet de "conciliation"².

Le meeting devant la Douma a été le plus souvent présenté comme un rassemblement de "vieux" et "vieilles" communistes défendant le "vieux" code du travail. Les syndicats alternatifs, pourtant organisateurs de l'action, n'ont presque pas été cités. Les manifestants appartenant à la FNPR et défendant le projet de "conciliation" ont dans la plupart des cas été confondus avec les opposants au dit projet. Et les seuls acteurs bénéficiant du soutien presque unanime des médias sont les 300 jeunes appartenant au mouvement de jeunesse pro-poutinien "Allant ensemble" qui ne "peuvent plus vivre comme avant" et qui scandent des slogans de soutien au "nouveau code du travail". Les quelques incidents violents ont été montés en épingle par les médias et imputés à la seule responsabilité des manifestants de l'opposition. Seule la journaliste de *Kommersant'* n'a pas réservé ses piques ironiques à l'opposition et a fait allusion dans son article à l'attrait financier que constitue pour les jeunes du mouvement le fait de se rendre à de telles manifestations de soutien au pouvoir.

Le débat étant ainsi fortement orienté, la réaction de l'opinion publique est aisément compréhensible. Selon un sondage effectué en mai 2001 par le Fonds de l'opinion publique, 59% des sondés se prononcent en faveur d'une réforme du code du travail (contre seulement 14% contre). Les journaux ont surtout retenu cet aspect du sondage. Ils ont pour la plupart oublié de préciser que la majorité des sondés n'ont jamais entendu parler des projets de réforme (près de 70%) et que, interrogés sur des mesures concrètes prévues par le projet gouvernemental, la majorité s'exprime contre (48% contre la prolongation de la journée de travail avec l'accord du salarié). Surtout, une grande majorité des sondés expriment de sérieux doutes sur la capacité des salariés à défendre leurs droits dans les conditions socio-économiques de la Russie actuelle (70% estiment qu'ils ont moins de possibilités que pendant la période soviétique et 66% pensent qu'ils sont privés des moyens de se défendre en cas de conflit avec l'employeur). L'information plus ou moins objective manque cruellement et ne permet pas à la population de se faire une idée claire des enjeux et des alternatives en présence.

Comité de rédaction : David Mandel (Canada), Carine Clément, Denis Paillard (France). Pour toute correspondance : *Messenger Syndical* c/o D.Paillard 156 rue Oberkampf 75 011 PARIS. Email : <carine_clement@hotmail.com>

1 *Izvestia*, 06.06.2001; *Nezavissimaja Gazeta*, 06.06.2001; *Vremija MN*, 06.06.2001, journaux télévisés du 06.06.2001

2 Notamment *Kommersant'*, 06.06.2001, et surtout *Vedomosti*, 06.06.2001